

LA GESTION DES "SYSTEMES DE CONFLITS" EN AFRIQUE
SUBSAHARIENNE

Concept et pratique d'un multilatéralisme régionalisé

Amandine Gnanguênon

Thèse dirigée par Monsieur le Professeur Frédéric Charillon

Soutenue le mardi 19 janvier 2010 à l'Université d'Auvergne, Clermont Ferrand I

Ecole Doctorale des Sciences Economiques, Juridiques et de Gestion

Observatoire des mutations étatiques européennes

Jury (par ordre alphabétique) :

M. Rémy BAZENGUISSA-GANGA (*Rapporteur*), Professeur des universités à Lille 1

M. Frédéric CHARILLON, Professeur de Science Politique à l'Université d'Auvergne

M. Le Colonel Michel GOYA, directeur du domaine "Etudes des nouveaux conflits" à l'Institut de recherche stratégique de l'école militaire (IRSEM)

M. Jean-Paul PANCRACIO (*Président*), Professeur de Droit à l'université de Poitiers

M. Frédéric RAMEL (*Rapporteur*), Professeur de Science politique à la Faculté Jean Monnet (Université Paris-sud XI)

Mme Silvia SERRANO, Chercheur associée au Centre d'études des mondes russe, caucasien et centre européen (CERCEC), Maître de conférences à l'Université d'Auvergne

Résumé

Caractérisé par un paysage politique en pleine restructuration, le continent africain représente un laboratoire incontournable pour étudier la guerre et ses modes de résolution. Loin de considérer qu'il existe une spécificité africaine, notre travail de recherche pose dès le départ la question de la relecture des concepts de guerre, de pouvoir, de politique et d'ordre, à partir du cas africain. Au regard de la nature complexe de la conflictualité, nous avons fait le choix de conduire notre réflexion à partir d'une grille d'analyse qui, tout en plaçant l'Etat au centre, ne se restreint pas à celui-ci. En effet, le pouvoir étatique est convoité par des acteurs non étatiques (rebelles, criminels, etc.) dont les soutiens politiques, économiques et militaires proviennent de zones frontalières. Ces ressources sont ensuite réinvesties sur le territoire national pour être utilisées comme moyens de pression et de négociation. La capacité à

s'emparer du pouvoir national, ou à en assurer la survie, est donc totalement connectée à la maîtrise des espaces limitrophes.

Afin de s'assurer du maintien d'un *statu quo* aux frontières, les représentants de l'Etat élaborent des stratégies de survie et réinventent des formes de conquête. Ils n'hésitent pas notamment à déstabiliser certains pays frontaliers par mouvements rebelles interposés (Soudan/Tchad). Ainsi, l'utilisation du désordre à des fins politiques remet en cause l'image d'un Etat traditionnellement considéré comme garant de la sécurité. Dans un contexte de confusion, accentué par des pratiques violentes quotidiennes (bastonnade, enlèvement, vol, viol), une multiplicité d'acteurs (opposants politiques, milices, criminels, agents de l'Etat) cherchent à maximiser leurs intérêts. La relation complexe entre les Etats et ses détracteurs peut finalement être saisie à travers une perspective inédite, celle du *système de conflits*.

S'il évolue en fonction des stratégies des acteurs, le système de conflits se situe au croisement de deux logiques principales. *Dans le temps*, il peut résulter de l'enchevêtrement de plusieurs conflits (politique, économique, social ou environnemental) pouvant s'aggraver s'ils ne sont pas résolus en amont. *Dans l'espace*, il est la conséquence d'une propagation de conflits internes, pouvant se transformer en guerre s'ils dépassent le cadre national. Ce système peut alors être défini comme un espace aux frontières fluides, distinctes de celles des Etats, évoluant au gré des alliances entre les acteurs et de leurs soutiens extérieurs (aides financières, fournitures d'armes, etc.). Face aux risques d'engrenage d'une violence qui échapperait à leur contrôle, les Etats ont développé un discours valorisant la mise en place d'une autre forme d'ordre plus institutionnalisé.

A l'instar de l'expérience européenne, le recours aux organisations régionales africaines traduit la volonté des Etats d'élaborer des stratégies communes. Avant les années 1990, le principal enjeu était l'intégration économique régionale. Les nombreux défis sécuritaires ont conduit les Etats à prendre conscience progressivement de l'intérêt d'investir « légalement » l'échelon régional pour assurer leur sécurité. Pour les chefs d'Etats africains, partisans du recours à la force pour faire respecter leur autorité, la recherche de pacification est une manière de compenser en termes d'image. Dans un contexte où la paix reste un modèle de conduite collective, s'engager dans la gestion des conflits confère un avantage symbolique fort et garantit la complaisance de la Communauté internationale. Les politiques de résolution des conflits en Afrique ont donc évolué vers un *multilatéralisme régionalisé*, à savoir la rénovation du système multilatéral traditionnel (Nations unies) sur une base « locale » (Union africaine) avec un soutien d'acteur régional (Union européenne).

Le terrain africain offre un prisme d'observation privilégié pour saisir la dualité d'acteurs qui, hormis la pacification, cherchent aussi à préserver leurs intérêts. De nombreuses régions sont en proie à des logiques qui ne relèvent plus vraiment ni de la guerre ni de la paix (Darfour, Kivu). Ces systèmes de conflits se pérennisent y compris en raison de la rentabilité des interventions extérieures pour les différents protagonistes locaux (Somalie).

« Conflict system » management in sub-Saharan Africa: conceptual to a practical approach of regionalised multilateralism

Sometimes characterized as a political environment in total transformation, Africa is an unavoidable laboratory for the study of war. Beyond national boundaries, regions become a space where we can observe the increasing interdependence between the states and the other

actors who contest national authority and legitimacy. The relationship between political leaders and non-state actors can be largely integrated into the formation of “conflict systems.” We define these systems as cross-border and sociopolitical spaces within which social representations interfere with political stakes. Region building can therefore be perceived as a way of understanding the change of political spaces. As regards the spread of national disorder, regional order can be an effective way for the states to protect their interests. With the development of a security regionalism, region seems to be a logical and effective space for the strategy of states who seek to reinvest their security capabilities. The re-emergence of the African regional organizations appears to be linked to the current talk about “African ownership.” Since 2002, this perspective has seen its realization in the creation of the African peace and security architecture, supported by the United Nations and the European Union. Today, regionalised multilateralism has an impact on the sense and execution of conflict resolution policies. These policies efficiency depends on the coherent integration of security-related public policies at the regional level. Africa remains a good example—a place to study the region both as a conflict and cooperation space. While not specific to Africa alone, region building is linked to various degrees of use and ownership by the actors involved.